

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 12/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

URSA France SAS

Zac de Carling - Espace Europort
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_URSA-France_2022-11-23_RAPVI_NDSK_31864
Code AIOT : 0006201748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement URSA France SAS implanté Zac de Carling - Espace Europort BP 70209 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 31/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de l'établissement URSA à Saint-Avold, s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URSA France SAS
- Zac de Carling - Espace Europort BP 70209 - 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société URSA France, sur son site de Saint-Avold, exploite des installations de fabrication de polystyrène extrudé et de laine de verre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques
- rejets aqueux
- sécheresse
- produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Entretien de l'opacimètre au niveau de la cheminée principale	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68 (partiel)	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Hauteur de la cheminée XPS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Résultats de surveillance des poussières dans les rejets atmosphériques de la cheminée principale	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
4	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
5	Bilan matière COV	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.3.2 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
6	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.1.1 (partiel)	/	Sans objet
7	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.3.4 (partiel)	/	Sans objet
8	Résultats de surveillance des eaux pluviales des aires de stationnement	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.3.6 (partiel)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Rejets des eaux de régénération des filtres	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.3.6 (partiel)	/	Sans objet
10	Mesure en continu du débit des eaux de régénération des filtres	Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 4.4.1 (partiel)	/	Sans objet
11	Bilan environnemental sécheresse	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.5.1.6	/	Sans objet
12	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 8.4.1	/	Sans objet
13	Étiquetage des substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 8.4.2 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite ont mis en évidence un entretien insuffisant de l'opacimètre situé en sortie de la cheminée principale de la ligne de fabrication de laine de verre. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les actions correctives nécessaires sur l'opacimètre afin d'assurer la qualité de la mesure en poussières en sortie de la cheminée principale.

Au vu du raccordement des émissions du refroidisseur sur la cheminée du four de fusion et polymérisation, et du fait que l'installation ne dispose pas de technique de réduction catalytique sélective imposant une valeur limite d'émission à 30 mg/Nm³ en ammoniac, l'exploitant demande que la valeur limite d'émission en ammoniac soit relevée à 33,1 mg/Nm³. Ce point sera pris en compte dans un arrêté préfectoral complémentaire ultérieur modifiant le programme de surveillance des rejets atmosphériques.

Les travaux de mise en conformité de la hauteur de la cheminée XPS sont prévus en juin 2023, avant la fin de l'échéance de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2022-DCAT-BEPE-128 du 1^{er} juillet 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur de la cheminée XPS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée : <p>"La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres, est fixée par l'arrêté d'autorisation conformément aux articles 53 à 56 ci-après ou déterminée au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site. [...]"</p>
Constats : La visite du 2 décembre 2021 a mis en évidence que la hauteur de la cheminée de la ligne XPS était de 7,5 mètres. C'est pourquoi, le préfet a mis en demeure la société URSA, par l'arrêté préfectoral 2022-DCAT-BEPE-128 du 1 ^{er} juillet 2022, de respecter dans un délai de 12 mois les prescriptions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en ce qui concerne la mise en conformité de la hauteur minimale de la cheminée de l'atelier de fabrication de polystyrène extrudé. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'étude réalisée par la société Dekra en août 2022 pour déterminer la hauteur de la cheminée conformément à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. La hauteur réglementaire calculée est de 18,5 mètres. Les travaux de mise en conformité de la cheminée XPS sont planifiés courant juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite à ce stade, le délai de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1 ^{er} juillet 2022 susmentionné n'étant pas échu.
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Résultats de surveillance des poussières dans les rejets atmosphériques de la cheminée principale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, articles 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Article 3.2.3 (partiel) : "[...] Concentration limite du paramètre "Poussières" : 20 mg/Nm³ [...]"</p> <p>Article 3.3.2 (partiel) : "[...] Rejet commun four de fusion/four de polymérisation et Refroidisseur : Les émissions de poussières du four de polymérisation sont évaluées en permanence, à l'aide, par exemple, d'un opacimètre. Sauf disposition contraire, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Pour les émissions de poussières du four de polymérisation, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :</p> <ul style="list-style-type: none">- aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation,- 90% de la série de résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance ne dépassent la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90% sont comptés sur une base de 24 heures.

Une fois par trimestre, une analyse de l'ensemble des paramètres visés à l'article 3.3.2 est réalisée par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement. Pour ces analyses, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépasse le double de la valeur limite. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées trimestriellement, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées."

Constats :

Autosurveillance:

Un opacimètre mesure en continu les poussières sur la cheminée principale (unique cheminée de la ligne "laine de verre" suite au raccordement du refroidisseur sur celle-ci). Les résultats de cette auto-surveillance en continu d'octobre 2021 à juin 2022 ont révélé :

- des épisodes ponctuels de dépassements supérieurs au double de la valeur limite d'émission (25 jours sur la période avec au moins un dépassement d'une mesure sur 15 min supérieur au double de la valeur limite d'émission) ;
- des dépassements de la valeur limite d'émission sur plus de 90% de la série de résultats de mesure sur 24 h après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (9 jours au total sur la période) ;
- l'absence de dépassement de la VLE en poussières pour la journée du 30 juin 2022 (dernier résultat transmis).

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que :

- le temps de dépassement de la valeur limite d'émission sur une période annuelle, ne représente que 0.01 % du temps total ;
- les dépassements de la concentration en poussières mesurés par l'opacimètre situé sur la cheminée du four de fusion et de polymérisation du procédé de fabrication de laine de verre sont dus selon l'exploitant à un encrassement temporaire ou prise d'humidité des lentilles (Cf. Point de contrôle n°3).

Contrôles extérieurs

L'exploitant a transmis les rapports d'analyses réalisés par un organisme agréé des rejets atmosphériques du 4^{ème} trimestre 2021 et des deux premiers trimestres 2022 par courriel du 10 novembre 2022. La concentration des émissions de poussières est conforme à la valeur limite d'émission fixée de 20 mg/Nm³.

Observations : L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de compléter le rapport de mesures trimestrielles qui lui est transmis, avec les jours où sont réalisés l'entretien de l'opacimètre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entretien de l'opacimètre au niveau de la cheminée principale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

"[...] Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons doivent être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures en continu dans le respect des prescriptions de l'article 71.

Les lignes d'échantillonnage entre les points de prélèvement et les points de mesure sont correctement entretenus et nettoyés pour assurer la qualité de la mesure.[...]"

Constats :

Les dépassements de la concentration en poussières mesurés par l'opacimètre situé sur la cheminée du four de fusion et de polymérisation du procédé de fabrication de laine de verre sont

<p>du selon l'exploitant à un encrassement temporaire ou prise d'humidité des lentilles.</p> <p>L'exploitant procède à un entretien de la lentille, 1 à 2 fois par mois ou lors de l'observation d'une période de dépassement qui dure dans le temps. L'exploitant indique que les dépassements sont liés aux conditions météorologiques et se manifestent en général en cours de nuit.</p> <p>Concernant le dépassement en poussières observé sur la journée du 4 janvier 2022 (de 2H à 18H), l'exploitant a procédé vers 17H, au nettoyage de la lentille et a constaté la présence de gouttelettes d'eau sur celle-ci causant une interférence dans les mesures. Suite à l'intervention, les valeurs sont revenues en conformité sans nouvel épisode de dépassement. L'interférence observée dans la mesure des poussières de cette journée est donc, selon l'exploitant, lié à une prise d'humidité de la lentille.</p>
<p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de prendre les actions correctives nécessaires sur l'opacimètre afin d'assurer la qualité de la mesure en poussières en sortie de la cheminée du four de fusion et de polymérisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Résultats de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3 (partiel) :

"Rejets canalisés issus des installations de production XPS"

Le débit nominal devra être de 55 000 Nm³/h.

Composés	Concentration instantanée en mg/Nm³	Quantité maximale rejetée en kg/h (canalisée)
Poussières	10	0,055
COV	100	10
COV à phrase de risques	VLE définies à l'article 27-7-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	Néant

Le flux des émissions totales (canalisées et diffuses) liées à la production et au stockage de polystyrène extrudé ne devra pas dépasser 342 000 kg par an d'éthanol additionné au gaz.

Rejet commun four de fusion/four de polymérisation

Le débit nominal sera de 381 380 Nm³/h.

Composés	Concentration limite en mg/Nm³ Sans correction du taux d'O₂	Flux horaire maximum en kg/h (canalisé+diffus)	Flux spécifique maximal en kg/t de verre fondu
Poussières	20	7,6	VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à 3*10 ⁻³
Oxydes de soufre exprimé en SO₂	50	1,6	VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à 3*10 ⁻³
HCl	10	3,8	VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à

			3×10^{-3}
NH ₃	30	(5)	
HF	2,5	0,9	VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à 3×10^{-3}
Hg + Cd + Tl	0.05 par métal et 0.1 pour la somme	(1)	
Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V	5 pour la somme des composés gazeux et particulaires	(4)	VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à 3×10^{-3}
As + Co + Ni + Se	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	(2)	VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à 3×10^{-3}
As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires		VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à 3×10^{-3}
As+Co+Ni+Cd+Se+Cr VI+Sb+Pb+Cr III+Cu+Mn+V+Sn	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	0,38 pour la somme	VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à 3×10^{-3}
Pb	1	(3)	
Phénol	10	3,8	
Formaldéhyde	2	0,76	
Amines	3	1,15	
Oxydes d'azote	5	1,9	VLE en concentration * facteur de conversion pris égal à 3×10^{-3}
COV exprimés en C	30	11,4	
COV R40 halogénés	20	3,6	
COV R45, 46, 49, 60 et 61	2	2	
CO	100	15	
H ₂ S	5	0,9	

- (1) Le flux horaire de la somme des émissions du site en cadmium, mercure, thallium et leurs composés particulaires et gazeux est limité à 10 g/h.
(2) Le flux horaire de la somme des émissions du site en arsenic, cobalt, nickel, sélénium et leurs composés particulaires et gazeux est limité à 50 g/h.
(3) Le flux horaire de la somme des émissions du site en plomb et ses composés particulaires et gazeux est limité à 100 g/h.
(4) Le flux horaire de la somme des émissions du site en antimoine, chrome total, cuivre, étain, manganèse, vanadium et leurs composés particulaires et gazeux est limité à 500 g/h.
(5) Le flux horaire de la somme des émissions du site en ammoniac est limité à 10 kg/h.»

Article 3.3.2 (partiel) :

" Rejets canalisés issus des installations de production XPS

Les émissions canalisées de COV (hors méthane) font l'objet d'une mesure trimestrielle par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement. (...)

Rejet commun four de fusion/four de polymérisation et Refroidisseur

Une fois par trimestre, une analyse de l'ensemble des paramètres visés à l'article 3.3.2 est réalisée par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement.

<p>Pour ces analyses, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépasse le double de la valeur limite.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées trimestriellement, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées."</p>
<p>Constats : Les résultats des mesures du 4^{ème} trimestre 2021 et des deux premiers trimestres 2022 ont été transmis par courriel du 10 novembre 2022 à l'inspection des installations classées et ont révélé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cheminée "XPS" : aucun dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) pour les rejets canalisés issus des installations de production XPS ; - cheminée "principale" : un dépassement des VLE concernant la concentration d'ammoniac (32.5 mg/Nm³, pour une VLE de 30 mg/Nm³) sur les rejets communs de la cheminée principale sur le contrôle du 23 juin 2022. <p>L'exploitant a indiqué que ce dépassement est, en partie, lié à l'ajout des émissions du refroidisseur dans les émissions de la cheminée de polymérisation.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas disposer de technique de réduction catalytique sélective sur son installation lui imposant une VLE à 30 mg/Nm³ mais disposer uniquement d'un système de neutralisation humide à l'acide sulfurique pour le traitement de l'ammoniac. L'exploitant demande que l'inspection des installations classées accède à sa demande de relever la VLE en ammoniac à 33,1 mg/Nm³.</p>
<p>Observations : L'augmentation de la VLE de l'ammoniac sera proposée dans un projet d'arrêté préfectoral complémentaire ultérieur modifiant le programme de surveillance des rejets atmosphériques.</p>
<p>Type de suites proposées : Prescription inadaptée</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Bilan matière COV

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.3.2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Rejets canalisés issus des installations de production XPS : [...L'exploitant transmet, annuellement avant fin février de chaque année, à l'inspection, un bilan matière de l'ensemble des COV utilisés sur le site (entrées-sorties). Ce bilan peut être effectué selon la méthodologie utilisée dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion de solvant. "</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le bilan matière COV de l'année 2021 selon la méthodologie utilisée dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion de solvant, par courriel du 13 juillet 2022. L'ensemble des flux sortants a été détaillé dans le bilan matière. Les émissions totales en COV calculées pour l'année 2021 sont de 234191 kg dont 182268 kg d'émissions diffuses estimées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 50 000 m ³ par an. (...) Les résultats sont portés sur un registre."
Constats : Sans observation. La consommation d'eau journalière est relevée et reportée sur un fichier de suivi. La consommation d'eau totale sur les 3 dernières années est de : - 48750 m ³ en 2019 ; - 47023 m ³ en 2020 ; - 49543 m ³ en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.3.4 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : " (...)Le débourbeur séparateur d'hydrocarbures doit être correctement entretenu ; à cet effet, un contrat d'entretien doit être passé auprès d'une entreprise spécialisée. Les certificats relatifs à la vidange périodique du séparateur devront être tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les boues et liquides récupérés ne devront en aucun cas être rejetés, mais seront éliminés conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté.(...)"
Constats : Sans observation. L'exploitant a transmis les bons d'entretien et de vidange du séparateur d'hydrocarbures ainsi que les bordereaux de suivi de déchet des 3 dernières années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Résultats de surveillance des eaux pluviales des aires de stationnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.3.6 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : " Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes • température < 30°C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 En sortie du séparateur à hydrocarbures, les eaux pluviales récupérées sur les aires de stationnement respectent les valeurs limites suivantes : • Hydrocarbures totaux < 5 mg/l, • Matières en suspension < 35 mg/l, • Somme des métaux (Pb + Zn + Cu + Ni + Cr) < 5 mg/l. (...)"
Constats : Sans observation sur la base du rapport annuel 2022 d'analyses des eaux pluviales de voirie qui a été transmis par courriel du 18 novembre 2022 à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejets des eaux de régénération des filtres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.3.6 (partiel) + 4.4.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 4.3.6 (partiel) " Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • température < 30°C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 <p>(...) Les eaux de régénération des filtres respectent avant rejet dans le réseau d'assainissement communal, les valeurs limites d'émissions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débit < 7 m³/jour, • Chlorures < 16 g/l, • Demande Chimique en Oxygène < 2000 mg/l, • Matières en Suspension < 600 mg/l." <p>Article 4.4.1 (partiel) "(...) Une fois par mois, l'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement, une analyse des rejets des effluents de régénération sur les paramètres mentionnés à l'article 4.3.6 ci-dessus. Cette analyse est effectuée à partir d'un prélèvement 24 heures asservi au débit. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées trimestriellement, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens sur vingt-quatre heures. (...)"</p>
<p>Constats : Sans observation. Aucun dépassement constaté sur la base des résultats mensuels de surveillance des eaux de régénération des filtres de janvier à octobre 2022 transmis sur l'application Gidaf et des rapports d'analyses des mois d'août à octobre 2022 contrôlés par l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesure en continu du débit des eaux de régénération des filtres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 4.4.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : "Le débit des eaux de régénération rejetées au réseau d'effluent urbain est mesuré en continu.</p> <p>Une fois par mois, l'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement, une analyse des rejets des effluents de régénération sur les paramètres mentionnés à l'article 4.3.6 ci-dessus. Cette analyse est effectuée à partir d'un prélèvement 24 heures asservi au débit.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées trimestriellement, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens sur vingt-quatre heures. (...)"</p>
<p>Constats : Sans observation. Le débit de rejet est mesuré en continu. Le débit de rejet journalier est relevé et reporté sur un</p>

fichier de suivi. L'exploitant a transmis par courriel du 18 novembre 2022, les rapports de contrôles mensuels des 3 derniers mois effectués par un organisme agréé. Le prélèvement se fait sur une période de 24H asservi au débit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bilan environnemental sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 4.5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Un bilan environnemental sur l'application des mesures prises sera établi par l'exploitant après chaque arrêt de situation d'alerte. Il comportera un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets et sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois."
Constats : Le bilan environnemental n'a pas été transmis suite à l'arrêt de la situation d'alerte du 29 septembre 2022. L'exploitant a indiqué ne pas avoir compris que l'arrêt de la situation d'alerte concernait la zone dans laquelle se trouve l'installation (La Sarre). Il a transmis le bilan environnemental, par courriel du 24 novembre 2022 à l'inspection des installations classées. L'exploitant indique que les actions mises en place durant cette période et imposées par les articles 4.5.1.1 à 4 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 modifié ont permis d'économiser environ 20 m ³ d'eau / jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 8.4.1
Thème(s) : Produits chimiques, Identification des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. (a minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLP). L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site."
Constats : Sans observation. Le jour de la visite, l'exploitant a réalisé une extraction sur le logiciel de suivi SAP des produits présents sur le site pour l'atelier laine de verre et l'atelier XPS. Un suivi du classement des produits par rubriques ICPE est également réalisé en parallèle. Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits stockés sont classées informatiquement sur le réseau et par atelier. Des FDS simplifiées sont également présentes dans les ateliers, à proximité des différents produits stockés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 8.4.2 (partiel)
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. (...)"
Constats : Sans observation. Les fûts, réservoirs et autres emballages contrôlés par sondage dans l'atelier "laine de verre" portent en caractères lisibles le nom des substances et les pictogrammes de danger associés s'il y a lieu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet